

ANALYSE

FPS - 2015

La bonne mère a les
poches vides...



Femmes Prévoyantes Socialistes
www.femmesprevoyantes.be

Françoise Claude,
Secrétariat général des FPS
francoise.claude@solidaris.be

Une version courte de ce texte a été publiée dans
Femmes Plurielles n° 50, juin 2015

Photo : La « Bonne mère » de Marseille.
© MaxPPP

Editrice responsable: Carmen Castellano, Place St-Jean, 1-2, 1000 Bruxelles.
Tel : 02/515 04 01

Dans l'ensemble des discours religieux, l'existence des femmes (de LA FÊME), dans le « projet divin », se justifie essentiellement par la maternité. Y compris dans le sens philosophique du mot « essentiel » : pour les religieux, les hommes et les femmes ne participent pas tout à fait de la même essence, l'essence de la femme gravitant toujours, de près ou de loin, autour de son devoir sacré de mère. Le contrôle des corps et des sexualités, et y compris pour les femmes le contrôle de leur fertilité, est au fondement de la plupart des grandes religions du monde, qui s'en sont auto-proclamées les gardiennes exclusives.

Sexe faible, mère courage et fruit défendu

Leur inébranlable opposition à la contraception et à l'IVG, leur insupportable ingérence dans la liberté humaine s'analyse d'abord sous cet angle. Les États, même ceux qui se déclarent laïques et/ou neutres, sont encore largement imbibés de ces arguments d'autorité. Et pourtant la laïcité est une condition sine qua non de la liberté sexuelle des femmes, de leur droit à maîtriser leur fécondité et de la libre disposition de leur corps. Si le religieux intervient dans le politique, il ne peut que s'opposer à ces libertés. Sous cette autorité de droit divin, l'assignation des femmes à la maternité et à la sphère privée, le contrôle de leur sexualité et de leur fécondité prennent les doux noms de virginité, instinct maternel, devoir conjugal, dévouement, don de soi, sexe faible, pudeur, voilement, Ève tentatrice, péché de chair et autres fruits défendus...

Mais pour les religieux, l'« essence féminine » ne se limite pas à un strict devoir de chasteté, d'obéissance et de sacrifice. Elle se prolonge tout au long de la vie, avec ses conséquences sociales, politiques et économiques. Toutes les religions donnent aux hommes et aux femmes des rôles différents dans la société, et excluent très largement, voire totalement, les femmes de leur pouvoir interne et de l'accès à leur sacré. Un état vraiment laïque devrait donc mettre en place les conditions pour que les femmes (et les hommes) aient le droit et la possibilité de s'émanciper de la religion. Il doit garantir la totale liberté de cette démarche, et traquer les survivances de la soi-disant essence féminine dans ses moindres recoins.

Dans notre pays, de grandes avancées ont été réalisées à ce sujet (avortement, contraception, divorce, liberté sexuelle et vestimentaire). Mais des recoins, il en reste : le fait qu'en Belgique la femme voulant avorter doive encore arguer d'un « état de détresse », est une véritable négation de son libre choix. La France et le Luxembourg (qui a en outre sorti complètement l'IVG de son Code Pénal) ont récemment supprimé cette exigence.

Il faut bien reconnaître que les discours religieux n'ont pas le monopole de la glorification de l'« essence féminine ». En sont également imprégnés nombre de discours dits scientifiques, et en particulier celui des psychologues de tous types. S'y réfèrent également de nombreux médias et, même si ce n'est pas clairement affirmé, la plupart des prises de position de professionnels et de politiques. Cette belle unanimité des discours dominants colore également, parfois de manière inconsciente les politiques des acteurs économiques et sociaux. C'est là qu'on touche au nerf de la guerre !

Le plus beau métier du monde vide vos poches...

C'est pourquoi les domaines socio-économiques ne doivent pas être épargnés quand il s'agit de traquer la « sacralité » de la maternité en tant que premier rôle des femmes. Pour vraiment changer les choses, pour plus de justice sociale, il faut sortir culturellement des schémas de pensée hérités des enseignements et des morales religieuses.

C'est que l'assignation exclusive des femmes à la reproduction et à la famille, indissolublement liée à leur exclusion du pouvoir et des richesses, occupe une place centrale dans ces enseignements et ces morales. En leur laissant trop longtemps le champ libre, les défenseurs de la laïcité ont évité une profonde remise en question de la sacralisation de la maternité et de ses conséquences sociales.

La maternité est un choix de vie souvent valorisant et source de bonheur, que dans notre aire culturelle la plupart d'entre nous font librement. Mais il ne doit pas nous piéger dans l'idéologie du « plus beau métier du monde », celui de *Maman*. La maternité ne devrait entraîner aucune discrimination. Les discriminations actuelles sont les vestiges de l'idéologie patriarcale de la famille promue depuis toujours par les religions. Vestiges pourtant bien vivants, avec des conséquences sonnantes et trébuchantes : non seulement les mécanismes favorisant les couples à un seul revenu (et donc décourageant l'emploi des femmes) foisonnent dans notre législation, mais en outre on en propose toujours de nouveaux.

La conception familialiste de notre Sécurité sociale et de notre fiscalité familiale (droits dérivés, quotient conjugal...), le développement incontrôlé (voire favorisé) du travail à temps partiel, la faiblesse des moyens mis en œuvre pour lutter contre le phénomène des créances alimentaires impayées, la pénurie de places d'accueil des enfants, les inégalités dans l'emploi et dans les pensions etc., ne sont pas le signe d'une société qui aurait vraiment fait sa « révolution laïque ». Qui l'aurait fait jusque dans l'économie, jusque dans la famille.

On n'est pas sorties de l'auberge !

Hélas, il ne s'agit pas seulement de l'héritage d'un passé qui se perpétuerait par inertie. L'assignation des femmes à la famille est toujours inventive :

- aujourd'hui, certains se battent pour un allongement du congé de maternité, renvoyant aux calendes grecques le débat sur le congé de paternité. Pour nous, ce n'est pas une position laïque. Cela vise le renforcement de la division traditionnelle des tâches entre les femmes et les hommes dans la famille, très teintée d'idéologie religieuse, mais entérine aussi les obstacles mis à la carrière des femmes. Beaucoup d'employeurs refusant déjà d'engager une femme en âge de procréer, si le congé de maternité s'allonge alors que le congé de paternité stagne, la discrimination s'installera encore plus...

Si les défenseur-e-s de cet allongement pensent pouvoir obtenir de la droite et du patronat trois semaines de congé supplémentaires à l'occasion d'une naissance, qu'ils les revendiquent donc pour les pères !

- D'autres ont instauré un statut de l'aidante proche, allouant pour la 1^{ère} fois une (minime) allocation sociale non pas à la personne rencontrant un risque, mais à quelqu'un de son entourage (des femmes à 95%).

Ne serait-il pas plus judicieux d'accorder cette allocation supplémentaire à la personne dépendante elle-même pour qu'elle puisse faire appel à des services externes ? Quelle est donc cette logique qui crée de toute pièce la dépendance économique d'une personne, pour soulager la dépendance physique d'une autre ? Quelle logique sous-jacente sinon celle du sacrifice et de l'abnégation des femmes ? Car la plupart des aidantes proches ne le sont pas de gaieté de cœur, vivent mal leur absence d'autonomie financière et sont loin de s'épanouir dans cette situation.

Flagrants ou plus insidieux, les politiques qui encouragent, voire imposent, cette culture du don de soi des femmes et de leur merveilleux métier de *Maman* restent multiples. Et pourtant, les rôles sociaux des femmes dans la famille sont pour beaucoup dans leur moindre revenu, voire leur pauvreté, tout comme la quasi absence de rôles sociaux des hommes dans cette même famille, explique en grande partie leur disponibilité pour le travail rémunéré. Il serait grand temps de changer ce paradigme de la sainte mère, de la bonne mère, de la mère aux poches vides...

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes un mouvement féministe de gauche, laïque et progressiste, actif dans le domaine de la santé et de la citoyenneté. Regroupant 10 régionales et plus de 200 comités locaux, nous organisons de nombreuses activités d'éducation permanente sur l'ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

En tant que mouvement de pression et de revendications politiques, nous menons des actions et militons pour les droits des femmes: émancipation, égalité des sexes, évolution des mentalités, nouveaux rapports sociaux, parité, etc.

Nous faisons partie du réseau associatif de Solidaris – Mutualité Socialiste. En tant que mouvement mutualiste, nous menons des actions et militons contre les inégalités de santé.

Toutes nos analyses et nos études sont disponibles sur notre site :

www.femmesprevoyantes.be



Avec le soutien de :

